

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE
ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 francs par an.
» » » 14 » » six mois.
» » » 7 50 » » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFITTE, BULLIER
et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX 6 juin 1863.

D'après la France, les dernières notes des trois puissances, relatives aux affaires de Pologne, seront remises, vers le 15 juin, au prince Gortschakoff. Ces notes font la demande d'institutions automatiques les plus complètes : le pays serait gouverné par un représentant de l'empereur, assisté de ministres responsables et d'une diète qui déciderait d'une manière absolue de toutes les questions d'administration publique, de finances, de travaux publics, d'industrie, de commerce et d'instruction publique. On pense que la Russie ne serait pas éloignée d'accepter une conférence sur ces bases.

Le Journal de Saint-Petersbourg publie la réponse du Cabinet de Washington à l'invitation qui lui a été adressée par la France de s'associer aux démarches des trois puissances en faveur de la Pologne. M. Seward répond que l'Amérique ne peut sortir des habitudes traditionnelles de non-intervention que dans un cas de nécessité absolue.

On est fixé aujourd'hui sur le résultat des derniers et nombreux conseils de ministres tenus à Berlin. On l'a dit avec raison : la presse paiera les pots cassés. Les ministres ont fait signer au roi Guillaume une ordonnance qui confère à l'administration le droit de suspendre ou même de supprimer après deux avertissements, les journaux à tendances hostiles au Cabinet. Enfin, pour couronner l'édifice, on va réduire à son expression la plus simple le droit d'association, ce droit si cher au peuple allemand et dont il a si largement usé, mais jusqu'ici d'une manière si inoffensive.

Le bruit a couru à Paris, d'après des dépêches de Berlin, que l'opposition parlementaire, pour contrebalancer l'effet produit par l'ordonnance royale sur les refus de l'impôt dans toutes les localités du royaume.

Cette décision, si elle devait être mise

à exécution, viendrait compliquer encore la situation, que les dernières nouvelles reçues ce matin donnent comme fort grave.

Des protestations s'élèvent de tous côtés; la magistrature elle-même, qui se compose de fonctionnaires placés à la tête des administrations municipales en Prusse, vient de signer une déclaration demandant au roi la convocation immédiate des Chambres.

D'après une correspondance de l'Agence Havas, la Gazette nationale, la Gazette du peuple, la Gazette du Spener, la Gazette de Voos, la Réforme et la Gazette universelle viennent de publier une déclaration collective, dans laquelle ils maintiennent leurs droits contre l'ordonnance. Nul doute que la presse des provinces ne suive cet exemple. La Constitution est évidemment violée dans l'article 27 qui dit que « aucune restriction à la liberté de la presse » ne pourra être introduite que par voie législative.

Les hommes les plus dévoués au gouvernement sont forcés de reconnaître la gravité des circonstances et le péril imminent de la royauté engagée par le ministère dans une voie complètement illégale.

La Gazette nationale de Berlin publie la dépêche suivante : « Varsovie, 2 juin. Hffer, les insurgés ayant enlevé les rails sur un point du chemin de fer de Saint-Petersbourg, un train conduisant 400 hommes de troupes de troupes russes a déraillé. Ce corps de troupes a été ensuite entièrement détruit par les faucheurs. »

Le Séaphore de Marseille parle d'un prochain envoi de 15,000 hommes au Mexique. Cette nouvelle, qui mérite d'être confirmée, serait de nature à faire supposer qu'on veut en finir avec le siège de Puebla. J. REBOUX.

Angleterre.

On écrit de Londres, 2 juin :
« On est généralement mécontent, dans la Cité, de la rupture des relations diplo-

matiques entre le gouvernement anglais et le gouvernement brésilien. Personne n'a l'idée de sacrifier l'honneur national; mais on trouve que les agents anglais ont agi à Rio-Janeiro avec une légèreté, une hauteur et une dureté inexcusables, surtout vis-à-vis d'une puissance qui a toujours été en excellentes relations avec l'Angleterre.

Sans juger le fond de la question du pillage des épaves du navire le Prince de Galles, il était contraire à tous les principes de justice que le ministre anglais se constituât seul et unique juge du montant des indemnités qu'il réclamait pour ses nationaux, et qu'il fit usage de forces maritimes pour exécuter violemment ses propres desseins. »

Pologne.

On assure, dit la France, que les nouvelles notes des trois puissances, relatives aux affaires de Pologne, seront remises, vers le 15 juin, au prince Gortschakoff à Saint-Petersbourg.

Elles doivent, dit-on, formuler des demandes ayant pour but de donner à la Pologne russe les institutions autonomes les plus complètes : le pays serait gouverné par un représentant de l'Empereur, assisté de ministres responsables et d'une Diète qui déciderait d'une manière absolue de toutes les questions d'administration publique, de finances, de travaux publics, d'industrie, de commerce et d'instruction publique.

On pense que la Russie ne serait pas éloignée d'accepter une conférence sur ces bases.

On écrit de Saint-Petersbourg, le 20 mai, au même journal, que S. M. l'Empereur de Russie avait inspecté, la veille, l'arsenal et les fortifications de Cronstadt auxquelles on fait, en ce moment, des travaux considérables. L'Empereur est arrivé sur le yacht à vapeur Alexandria, qu'escortaient les frégates à vapeur Strelina, Ijora et Saint-Petersbourg. Il a été reçu avec le plus vif enthousiasme par les officiers des armées de terre et de mer.

Les travaux qu'on fait en ce moment à Cronstadt ont pour but de mettre sur le pied de guerre cet immense établissement qui renferme aujourd'hui toutes les ressources maritimes de la Russie et qui couvre sa capitale.

Amérique.

Les derniers courriers d'Amérique ap-

portent une nouvelle très-importante si elle se confirme. Le général Banks, qui commande à la Nouvelle-Orléans, se serait emparé de plus de deux millions de balles de coton, et l'on s'attendrait à voir arriver en Europe un approvisionnement suffisant pour qu'une reprise, au moins partielle, des travaux, pût avoir lieu dans les districts cotonniers.

Mexique.

On écrit de New-York que la canonnière à vapeur l'Eclair était arrivée dans ce port, le 21 mai, venant de Vera-Cruz qu'elle avait quitté le 10. Au moment de son départ, on avait reçu des nouvelles de Puebla, et on assurait que les Français avaient pris d'assaut, le 2 mai, un quadro défendu par 1,800 hommes, qui ont été faits prisonniers et incorporés dans les troupes de Marquez. Les Mexicains ont déclaré, dit-on, que l'armée d'Ortega n'avait plus que pour un mois de vivres, ce qui la mettrait dans la nécessité de capituler. Ces renseignements sont confirmés par des informations venues de différentes sources.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Stockholm, 3 juin, 11 h. 50 m.

La bourgeoisie d'Helsingfors, convoquée pour la seconde fois par le gouverneur de la Finlande, a de nouveau refusé de signer l'adresse de dévouement à l'empereur Alexandre.

En réponse aux attaques dont la Suède est l'objet dans les journaux semi-officiels russes, cent cinquante citoyens de Stockholm ont offert un banquet à M. Michel Bakounine, réfugié russe.

Cracovie, 4 juin.

Dans le combat de Bialobrzegi (palatinat de Sandomir) Czachowski et Kononowicz ont détruit, le 28, quatre compagnies de dragons. Oborski a battu les Russes le 30, près de Konin (palatinat de Kalisch.) Le lendemain, il a obtenu un second avantage dans les environs de Kalisch. D'autres engagements ont eu lieu sur les deux rives du Bug à Hawateyeze et à Czesok.

Les avis de Lithuanie signalent une rencontre dans la forêt de Bohverge. En Volhynie, un combat a été livré par les insurgés près de Berdytchew. Les Russes

ont pillé Slawnta (domaine du prince Sanguszko).

Londres, 4 juin.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre donne les résultats suivants : Diminution : Réserve des billets 137,410 liv. st. ; caisse métallique, 74,466 liv. sterling.

Augmentation : Compte du Trésor, 777,041 liv. sterl. ; comptes particuliers, 53,732 liv. sterl. ; portefeuille, 976,884 livres sterling.

Londres, 4 juin, soir.

Chambre des Communes.

Sir G. Bowyer déclare avoir reçu de M. Odo Russell une lettre dans laquelle celui-ci prétend que le compte-rendu fait par sir G. Bowyer de la conversation de M. Odo Russell avec le général français commandant à Rome est inexact.

Chambre des Lords.

Le comte de Malmesbury annonce une interpellation pour le 16 de ce mois, au sujet des rapports diplomatiques entre l'Angleterre et le Brésil.

Shang-Hai, 23 avril.

La situation est meilleure. Les villes de Kooshang et Taelsom se sont rendues. La garnison de cette dernière ville s'est déclarée pour les impérialistes. Le siège de Chiensu a été levé.

Berlin, 5 juin.

Le conseil municipal de Berlin a pris hier une délibération tendant à adresser au roi, de concert avec les magistrats (ce sont les fonctionnaires qui se trouvent à la tête des administrations municipales en Prusse), des représentations sur le fâcheux effet produit par l'ordonnance du 1^{er} juin sur la presse, par l'absence d'un budget légalement fixé et par le conflit constitutionnel dont l'aggravation influe d'une façon si désastreuse sur les conditions de la propriété, de l'industrie et du crédit de la nation. On priera en même temps le roi de revenir à une situation constitutionnelle par la convocation immédiate des Chambres.

La magistrature a adhéré aujourd'hui à cette résolution.

Alexandrie, 4 juin.

Les avis de Cochinchine confirment la nouvelle de la conclusion de la paix entre les Français, les Espagnols et l'empereur Tu-Duc.

Les dernières nouvelles du Japon présentent la guerre comme imminente.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 7 JUIN 1863.

— N° 4. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE *

CHAPITRE IV.

LE BILLET ET LA LETTRE. — L'INDIENNE.

Le marquis de Vallida, en rentrant, avait éprouvé l'impérieux besoin de se remettre, par quelques heures de sommeil, des fatigues de la nuit. En l'éveillant pour le dîner, on lui donna une lettre de son parent don Antonio d'Huerta, et il trouva sur sa table un billet de la même écriture que celui qu'il avait reçu la veille par l'intermédiaire de Joséfa. Ce billet ne contenait que ces quelques mots énigmatiques : « La réunion qui n'a pu se tenir aujourd'hui à la Silla aura lieu le 19 avril sur la place du Marché, à Caracas. » Quant à la lettre de don Antonio, Rodriguez ne se pressa point de l'ouvrir. Avant d'en prendre connaissance, il alla dîner avec sa mère et Joséfa. A sa grande satisfaction, la marquise, rassurée par

(*) Reproduction interdite.

Vincent, ne fit aucune question sur l'expédition nocturne.

« J'ai reçu une lettre de don Antonio, dit son fils d'un ton indifférent.

— Il t'y adresse sans doute les mêmes observations que j'ai entendues hier de sa propre bouche, répondit dona Madalena.

— Quelles observations se permet-il d'adresser à ma mère ? demanda Rodriguez avec une extrême vivacité. La marquise lui raconta la scène où Joséfa avait joué un rôle si pénible. Pour ne pas irriter son fils, autant que pour ménager la sensibilité de la mulâtresse, elle presenta autant que possible la chose du côté ridicule. Cependant Rodriguez l'interrompit à plusieurs reprises par des exclamations d'étonnement et de colère, et demanda enfin, l'œil étincelant et les joues en feu :

« Personne, dans cette brillante société, n'a-t-il donc rougi de cet indigne traitement infligé à une innocente jeune fille ?

— Oh ! si ! s'écria vivement Joséfa. La comtesse Paula m'a pris la main d'un air de bonté. Je crois qu'elle avait compassion de moi.

— Paula del Tesoro ? demanda Rodriguez. De sa part, cela ne me surprend point.

— N'est-elle pas bien belle, don Rodriguez ? Je n'ai osé jeter sur elle qu'un regard furtif, mais je n'ai jamais vu des yeux aussi pleins de douceur et d'intelligence.

— Elle passe à bon droit pour la plus ravissante dame du pays, répliqua négligemment Rodriguez. Mais ne trouvez-vous pas, ma mère, qu'il serait grand temps de châtier cet orgueil sans bornes, et cette cruauté des Européens envers les indigènes ?

— Je désire vivement une amélioration de l'état des choses dans les colonies. Mais il ne faudrait pas qu'elle fût réalisée aux dépens de la mère-patrie. Songe Rodriguez, que tu es un enfant de l'Espagne.

— Je suis enfant de Caracas. Mon père vous a envoyée en Europe quand il vous a vue sur le point de devenir mère, afin de m'épargner la tâche de l'origine créole. Il a fait là aux préjugés de sa classe un sacrifice cruel, dont je serais incapable et dont je ne suis pas même reconnaissant. Mes souvenirs, mes espérances, mes sympathies sont ici ; la grandeur, la noblesse et la fortune de notre famille ont été acquises en Amérique, et je ne demande qu'à être en tout l'égal de mes compatriotes américains.

Ces sentiments étaient trop nobles, témoignaient d'un cœur trop humain et trop généreux pour que dona Madalena n'en fût pas fière. Mais elle tremblait de voir son fils s'engager dans quelque entreprise dangereuse, et elle ne put s'empêcher de trahir cette inquiétude. Rodriguez la rassura par la promesse d'être, dans tous les cas, d'une extrême prudence, aussi bien dans l'intérêt de sa personne que de la cause qu'il servait.

Dès qu'il fut seul, le marquis rompit l'immense cachet armorié de la lettre de don Antonio, dont l'adresse énumérait scrupuleusement jusqu'au moindre titre de la famille de Vallida. Elle commençait ainsi :

« Monsieur le marquis et cher neveu,

« Une étrange et ridicule accusation a été formulée contre vous dans la séance d'aujourd'hui de l'audiencia. MM. les

conseillers s'étaient réunis au palais de S. Exc. le capitaine-général, pour attendre le résultat d'une expédition militaire. Là se sont présentées quelques personnes toutes dévouées à la cause de l'Espagne, et elles ont raconté de vous la fable la plus extraordinaire qu'on ait ouïe dans le Nouveau Monde depuis la conquête de ces pays par nos braves ancêtres. »

Ici venait le récit de ce qui s'était passé le matin à la Silla. Puis don Antonio continuait :

« Jusque là ces nouvelles n'avaient rien d'incroyable ; mais plusieurs témoins affirment vous avoir vu, vous don Rodriguez, marquis de Vallida, chevalier de Calatrava, etc., etc., à cheval dans l'un des sentiers de la montagne et contremendant la réunion. Ce serait un événement inouï dans les annales des colonies qu'un Espagnol de naissance, noble et descendant des conquérants et maîtres du pays, eût fait cause commune avec le rebut d'une population assez bonne pour recevoir de nous des lois, mais non pour nous en donner. Aussi l'audiencia n'a-t-elle pu se résoudre à ajouter foi à l'accusation. Elle a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à un interrogatoire formel, et elle a chargé M. le comte del Tesoro de s'informer, dans un entretien confidentiel avec vous, des circonstances propres à mettre fin à ce malentendu. Le comte désire donc avoir l'honneur de vous recevoir aujourd'hui même, et je profite de l'occasion pour vous réitérer l'assurance de mon estime et de mon amitié inaltérables. »

A la lecture de cette lettre, Rodriguez

se sentit, non pas effrayé, mais embarrassé et perplexe. Quelle attitude prendrait-il en présence du comte del Tesoro ? Si la prudence lui défendait de compromettre et sa propre sûreté et celle de ses amis en déclarant sans détour tout ce qu'il savait du mouvement, d'un autre côté il lui répugnait de chercher des faux-fuyants ou de nier toute participation à des choses qui l'intéressaient au plus haut point. Il résolut d'aller demander conseil à Bolivar, à cet homme qui lui avait de prime abord inspiré tant de confiance.

Cette fois, il partit seul pour Caracas. A peine avait-il perdu de vue l'habitation de sa mère qu'il rencontra une troupe de gens poursuivant à grands cris une femme indienne. La fugitive se jeta à genoux devant le cheval de Rodriguez en criant : « Grâce ! pitié ! » Il arrêta sa monture, mit pied à terre et s'efforça de relever l'infortunée, en la questionnant avec intérêt. Mais elle était si épuisée qu'elle n'avait plus la force de proférer une parole. Elle montra de la main un couvent de religieuses qui s'élevait au milieu des jardins extérieurs de Caracas. Sa mine anxieuse et suppliante apprit à Rodriguez qu'elle s'était enfuie de cet établissement et qu'elle tremblait d'y être reconduite.

Sur ces entrefaites, les esclaves du couvent et un certain nombre de blancs et de gens de couleur qui avaient pris part à la poursuite rejoignirent l'indienne et le marquis.

« D'où vient cette femme ? Pourquoi fuit-elle ? demanda Rodriguez.

— Elle est originaire des Llanos de l'Apuré, répondit un des nègres. Elle nous fut amenée dernièrement d'une des missions de Franciscains des Steppes. Elle avait été prise il y a six mois pour être